

qu'ils dépensent moins d'argent en spéculations plus ou moins honnêtes, et qu'ils rétribuent davantage les instituteurs ; qu'ils multiplient les écoles et s'assurent les services d'inspecteurs fidèles, capables et intelligents.

Et si je ne craignais pas d'aller trop loin, j'ajouterais que notre système d'instruction devrait être le même dans toutes les provinces, et sous une direction unique et commune.

Un peuple, une nationalité ne se forme pas à des sources diverses. L'enfant puise sur les bancs de l'école ses principes, ses opinions, ses doctrines. C'est là qu'il apprend à connaître son pays, à l'aimer. Aujourd'hui on n'enseigne point à l'enfant à aimer le Canada, mais tout ce qu'il voit, tout ce qu'il entend, lui dit que la province qu'il habite est sa seule patrie, qu'à elle seule, il doit ses forces et ses talents.

N'avons-nous pas à lutter contre assez de difficultés intérieures pour rassembler les éléments divers de notre pays sans que l'état et les lois créent de nouvelles divisions et de nouveaux préjugés ?

Ce n'est pas l'union législative que je désire, mais une patrie plus grande que la province de Québec, et il me semble que si les intérêts d'une province étaient les intérêts de toutes les autres, le Canada n'en serait que plus prospère et les Canadiens plus heureux.

PAUL-G. MARTINEAU.

